



## ABANDON DES ÉVALUATIONS NATIONALES DES MOYENS POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE

La rentrée s'est faite sans ministre et sans gouvernement. Elle s'est surtout faite, cette année encore, avec un manque criant d'enseignant-es, d'AESH, de RASED, de psychologue et médecins scolaires, de remplaçant-es et d'enseignant-es spécialisé-es. À Paris elle s'est faite avec près de 200 classes supprimées et des effectifs chargés dans de nombreuses écoles. Elle s'est faite parfois dans des locaux inadaptés, en mauvais état ou sans matériel ; et à nouveau avec des affectations d'enseignant-es tardives et instables.

Dans ce contexte d'instabilité politique qui dure depuis des mois, la mobilisation importante des enseignant-es, avec les parents d'élèves, a conduit à la suspension de certaines mesures du "choc des savoirs" (dont la révision des programmes ou la labellisation des manuels). Pourtant le Ministère s'entête à généraliser les évaluations nationales à tous les niveaux de l'école élémentaire.

Inutiles pour les élèves comme pour les enseignant-es, sources de stress et d'échecs, ces évaluations normatives chronophages imposent la standardisation des apprentissages et des enseignements. Elles participent d'une forme de dépossession professionnelle des enseignant-es et entravent profondément la liberté pédagogique. Inscrites dans le "choc des savoirs", concomitantes à la mise en place des groupes de niveaux au collège, elles servent l'inacceptable projet de tri social et scolaire porté par le Président Macron et ses ministres successif-ves.

Outil de pilotage, ces évaluations standardisées alimentent aussi une culture du contrôle permanent à toutes les échelles de l'Institution et impacteront à terme tous les pans de nos professions : carrière, formation, pédagogie, relations aux familles, relations entre collègues, entre écoles et avec nos collègues du secondaire.

L'urgence pour l'École est ailleurs ! **Nos organisations syndicales parisiennes, FSU-SNUipp, SNUDI-FO, Sud éducation, SE-UNSA, CGT éduc'action, CNT-STE, exigent l'abandon des mesures du "choc des savoirs" et notamment l'arrêt des évaluations nationales.** Elles rappellent que l'ensemble des formations et des concertations (conseil des maître-sses, conseil de cycle, etc.), ainsi que les visites de CPC ou IEN, ne peuvent être conditionnées par les résultats de ces évaluations. Elles rappellent également caractère non obligatoire de la restitution individuelle des résultats aux parents d'élèves.

Pour nos élèves, pour notre métier, pour une École qui doit permettre à tous-tes les élèves de réussir, l'intersyndicale parisienne du premier degré appelle la profession à se réunir en cette rentrée et à discuter collectivement des moyens de s'opposer aux évaluations nationales.

Avec l'ensemble des personnels des écoles, nos organisations syndicales exigent des moyens à la hauteur des besoins et le respect des enseignant-es.

**Pour nos élèves, pour nos métiers, ensemble exigeons :**

- **L'abandon des évaluations nationales standardisées obligatoires**
- **Le respect de la liberté pédagogique**
- **Des recrutements et des créations de postes pour l'ensemble des personnels essentiels au bon fonctionnement des écoles**
- **Augmentation des salaires pour toutes et tous**
- **Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH - L'abaissement des effectifs dans toutes les classes**

L'intersyndicale parisienne du premier degré invite l'ensemble des équipes des écoles maternelles et élémentaires à revendiquer, par des motions de conseil des maître-sses, l'abandon de ces évaluations et des moyens pour l'école publique. Elle soutiendra et défendra les enseignant-es dans les différentes actions qu'elles et ils choisiront, particulièrement face aux pressions qu'elles et ils pourraient subir.